

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3909 - Jeudi 24 Juin 2021 - Prix : 200 Fc

CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement relativise les pénuries et hausse des prix



Houmed Msaidie porte parole du gouvernement

JOURNÉE PORTE OUVERTE DE LA JUSTICE

**Le ministère de la justice veut
redonner confiance à la population**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

RAPPORT ANNUEL DE L'EXIM BANK

Guy Rwaburindi satisfait des performances réalisées

Pas surpris en aucun moment. Bien au contraire, le directeur général de l'Exim Bank, Guy Rwaburindi, affiche un air satisfait et parle de « chiffres satisfaisants » pour ce qui est du rapport annuel de l'exercice 2020.

Devant la presse, le directeur général de l'Exim Bank Guy Rwaburindi, entouré de sa directrice adjointe Charafate Mohamed et son directeur commercial Amal Housseine a présenté le rapport annuel pour l'exercice 2020 et la présentation de l'application MyExim, bientôt opérationnelle. Bien que les activités de l'année en question ont été réduites pour cause de pandémie, Guy Rwaburindi se montre satisfait et affirme que « les chiffres ont augmenté au courant de l'année 2020 ». De quoi se réjouir bien sûr et surtout que dans d'autres institutions la situation semble ne pas être la même. « Exim Bank n'était pas épargnée par la pandémie et il faut dire que plus de 39% de notre staff a été touché. On était obligé de s'adapter tout en satisfaisant les besoins de nos clients et cela sans changer nos heures de travail », se justifie le directeur général.



Pour parler des activités de l'année 2020, M. Rwaburindi parle d'un profit net de 713 millions de francs comoriens contre une performance de 381 millions de francs comoriens en 2019. « On a une croissance de 87%. Malgré que la période a été difficile, il faut se dire que cela a été possible parce que le comorien fait confiance à la banque », se réjouit-il en rappelant que « Exim Bank étant une banque internationale, se doit de respecter les exigences des autres banques ».

Si le directeur général parle de profit net, il souligne en effet que les dépôts ont, au cours de l'année 2020, augmenté de 37%, soit plus de 26 milliards, les encours de crédit sont à 3% soit plus de 14 milliards et le total actif est de 33% soit plus de 26 milliards de francs comoriens. « Nos résultats avant impôts sur les activités est de 103% d'augmentation. On est à 1,118 milliards. La confirmation prochaine de la Banque centrale pourra vous le confirmer. On est la seule banque commerciale à avoir

dégagé un profit au cours de l'année 2020 », se félicite M. Rwaburindi.

Avec l'application MyExim, la banque vise l'excellence. Amal Housseine et son supérieur hiérarchique rappelle que pour se rapprocher de la population, la banque a d'abord travaillé avec les agences Money Gram et pour s'ouvrir un peu plus, « nous avons choisi de renforcer nos services avec les agences Ria et Western Union ». En plus de l'application pour éviter les déplacements, faire gagner du temps et faci-

liter l'accès aux services à leurs clients, la direction de l'Exim Bank annonce l'accès au prêt sur gage qui passe de 5 millions à 20 millions de francs comoriens dans le but d'accompagner les PME (Petites et Moyennes Entreprises) avec un taux d'intérêt qui baisse de 12 à 10%. « Le mode de paiement a changé. Avant on demandait un paiement unique alors qu'avec ces nouveaux dispositifs, on fait un paiement mensuel », explique M. Rwaburindi. En plus de ces nouveaux dispositifs, la direction annonce la mise à jour de leur système d'exploitation, de l'accès aux cartes pour les personnes qui n'ont pas de compte à Exim. Entre l'année 2020 et 2021, Exim Bank a recruté 18 agents selon les chiffres de la direction et compte aujourd'hui 15 mille clients actifs. De la concurrence avec les autres banques sur place, le directeur commercial, Amal Housseine, dit que « cela nous stimule ». « Nous nous apprêtons à offrir le meilleur à nos clients, à répondre favorablement à leurs demandes en tenant compte de la concurrence », devait-il conclure.

A.O Yazid

SANTÉ PUBLIQUE

Des agents de santé formés sur le système d'information géographique

Pour améliorer la surveillance de la maladie de la covid-19 dans le pays, l'Oms en collaboration avec le ministère de la santé a organisé un atelier de formation des formateurs sur le système d'information géographique (SIG).

L'Organisation Mondiale de la Santé en collaboration avec le ministère de la santé ont organisé hier mercredi 23 juin, un atelier de formation des formateurs sur le système d'information géographique (SIG). Ce système de surveillance électronique sera une opportunité pour améliorer la surveillance de la maladie de la covid-19 dans le pays. Dans son allocution, le représentant de l'OMS Dr Abdoulaye Diarra a montré qu'« alors qu'on avance vers les derniers kilomètres de l'éradication de la poliomyélite et vers l'élimination de la

rougeole dans la sous-région, le programme d'éradication de la poliomyélite (PEP) de l'Oms a pris la tête dans l'utilisation de technologies innovantes au niveau nationale, afin d'augmenter la sensibilité des systèmes de surveillance de paralysie flasques aigue (PFA) et autres maladies évitables par la vaccination (MEV) dans les pays d'Afrique.

Aux Comores, il est à noter qu'au courant de l'année 2020, il avait atteint et dépassé l'indicateur majeur de surveillance de la rougeole où le seuil attendu des éruption non rougeoleuses est de 2 cas/100.000 et aucun cas positif n'a été détecté par le laboratoire national. « Cependant la proportion des districts ayant notifié au moins 1 cas suspect de la rougeole est restée en dessous de la cible <80%. Quant à la PFA, on note que certains districts sont restés silencieux dans la notification des cas suspects bien que le

pays ait atteint le nombre de cas annuel attendu >6 », explique-t-il, tout en montrant que beaucoup reste à faire au niveau des périphériques. « Si nous ne voulons laisser personne derrière, il est essentiel d'avoir une compréhension commune des défis restants et du rôle des technologies innovantes pour améliorer et maintenir les performances de surveillance conformément aux normes », précise-t-il. L'opportunité d'utiliser ces nouvelles technologies commence aujourd'hui par le programme de vaccination.

De son côté, le directeur général de la santé Aboubacar Said Anli a expliqué qu'en vue de conduire ce processus devant mener au renforcement des capacités, les points focaux, les gestionnaire de programmes et des données du ministère de la santé et la mise en place du concept du système d'information de géolocalisation (installation et



configuration de téléviseurs à écran intelligent et visualisation de données) des étapes doivent être revues / parcourues afin de mener à bien à cette importante activité à savoir « Briefer le personnel sur le concepts SIG et la collecte de données sur le terrain qui sont actuellement utilisés dans la région africaine pour les

données mobiles. Harmoniser les formulaires standards utilisés dans le système au contexte et initier les questions les options standardisées sur l'outil générique de soutins intégré supervision, etc », énumère-t-il.

Andjouza Abouheir

PROJET MAYENDELEO YA MIDJI

30 projets déjà présélectionnés à Anjouan

Le projet Maendeleo Ya Midji est un concours à projet lancé par la société Comores Télécom pour soutenir le développement durable des localités des trois îles. A Mohéli, 30 sur 60 projets sont déjà sélectionnés pour la première phase. Et la deuxième phase est déjà lancée.

Depuis le lancement de la campagne le 03 juin dernier, la direction régionale de Comores Télécom a procédé à la délibération de la première phase. Et 30 projets sur 60 ont été retenus. Fayal Mohamed, le directeur régional et en même temps président du jury a montré que de nouveaux services seront mis en place pour faciliter la vie du consommateur. « C'est

une révolution et j'espère que dans l'avenir il y'aura d'autres choses. Et sur cette campagne, la viabilité, l'impact social et l'efficacité du projet et/ou le critère d'un projet créatif et créateur de petits emplois est plus important », dit-il.

Après cette première phase, la deuxième consistera à sélectionner pour 10 projets qui seront passés au vote par SMS pour choisir le

meilleur projet qui sera financé à hauteur de 5 000 000 fc. « Ces dix finalistes de la deuxième sélection seront formés durant 54 heures pour la gestion de projet », indique-t-il.

Pour rappel, pour la phase finale, la société Comores Télécom prendra en compte les notes du jury sur la qualité, la durabilité et l'impact communautaire du projet, les souscriptions à Huri Money, c'est-à-dire

la ville qui aura le plus grand nombre de personnes inscrites à HURI MONEY proportionnellement à sa population mais aussi par les votes par SMS. Le directeur du plan, Mr Keldi a précisé que selon les critères d'éligibilité, il y a des préfectures ayant gagné 2 à 3 projets à cette présélection de 30 et d'autres non.

Nabil Jaffar

CONSEIL DES MINISTRES

Le gouvernement relativise les pénuries et hausse des prix

Lors de compte rendu du conseil des ministres d'hier mercredi, le porte-parole du gouvernement a rejeté la faute au Coronavirus si l'archipel se trouve en pénurie de denrées alimentaires. Selon lui, tout dépend de l'offre et de la demande.

Comme de coutume, le conseil des ministres a eu lieu hier mercredi au Palais présidentiel de Beit Salam. Si plusieurs sujets ont été au menu des discussions, le porte-parole du gouvernement et non moins ministre de l'Economie,

Houmed Msaidie a, en répondant à une question relative à la pénurie des denrées alimentaires et à la hausse des prix sur certains produits, laissé comprendre que c'est la faute au Coronavirus. « Aujourd'hui, plusieurs containers devant arriver ici sont bloqués à Mayotte et dans d'autres ports régionaux. La deuxième raison, c'est que peu sont les cargos porte-containers qui empruntent ces routes », dit-il en précisant que « le monde traverse une période compliquée à cause de la pandémie et que si ces containers devaient arriver, certains commerçants ne seraient pas en mesu-

re de les dédouaner ».

En d'autres termes, le ministre de l'Economie s'appuie sur la théorie de l'offre et de la demande pour justifier la hausse des prix et cela sans être convaincant. Et selon lui, « les Comores font partie du monde est ainsi, les problèmes que traversent le reste du monde ne peuvent pas faire exception à l'archipel ». Houmed Msaidie reconnaît tant bien que mal que « la question mérite bien une réflexion et rappelle en effet que les commandes ont été effectuées mais qu'il y a des retards au niveau des embarcations ». « Il faut aussi le dire qu'il y a des pro-

blèmes internes notamment au port mais la hausse des prix, comme je l'ai si bien dit, dépend de l'offre et de la demande », dit-il.

De la certification et labélisation des produits comoriens pour faciliter les exportations, la tenue du salon de l'artisanat à l'occasion de la fête nationale d'indépendance, l'encadrement du calendrier des examens nationaux et les conditions d'endettement dans les banques nationales ont été discutés par les membres du Gouvernement. De la culture et de l'allègement de certaines mesures à travers le décret en date

du 17 juin dernier notamment le couvre-feu, le porte-parole du Gouvernement rassure que pour enlever toutes mesures, « le comité scientifique estime que nous devons vacciner la majorité de la population et d'ici à décembre nous allons devoir vacciner jusqu'à 80% ». « Contentons-nous de cela en attendant que tout redevienne à la normale. Si vous voulez faire un concert vous pouvez le faire mais en lieu privé et dans le respect des mesures », devait-il préciser.

A.O Yazid

JOURNÉE PORTE OUVERTE DE LA JUSTICE

Le ministère de la justice veut redonner confiance à la population

Le ministère de la justice a organisé hier 23 juin une journée porte ouverte dans le but de permettre à la population d'interroger les hommes de loi notamment les magistrats, les avocats, la police judiciaire, les huissiers et les notaires pour que ces derniers puissent éclaircir davantage le fonctionnement de la chaîne judiciaire avec ses différentes instances et ses arcanes. Cette action a eu lieu dans les trois îles à Moroni, Fomboni et Mutsamudu.

Organisée par le ministère de la justice pour favoriser la mise en œuvre du plan de développement intérimaire 2020-2024, la journée porte ouverte de la justice a eu lieu ce mercredi 23 juin 2021 mais avec une participation moins forte des concernés c'est-à-dire les justiciables et les étudiants

en droit de l'Université des Comores. Cette faible participation a poussé certains responsables à regretter un manque de sensibilisation et de communication sur l'importance et l'objectif de l'événement. Car selon le procureur général Soilihi Djaé le principe de la journée était de permettre à la population de comprendre le fonctionnement de la justice avec ses différentes instances et ses arcanes.

Ainsi dans les aires du palais justice, des stands ont été installés. On peut citer celui de la brigade routière, la brigade judiciaire, la brigade de recherche et deux stands pour les agents du tribunal. Ce sont les conducteurs des automobiles qui ont saisi cette occasion pour se rapprocher des gendarmes surtout ceux de la brigade routière en vue d'appréhender certaines difficultés qui les opposent souvent sur la route.

C'est ainsi que les agents de la brigade routière ont répondu du matin jusqu'à 16h, aux questions des automobilistes en expliquant ce qui permet à un gendarme de confisquer les papiers d'un véhicule et le contrôle de visite technique et contre visite technique. Cette série de questions réponses a permis aux participants de comprendre les dangers et les sanctions liées aux infractions routières. C'était une occasion pour la gendarmerie de poursuivre sa campagne de sensibilisation contre les accidents de la route.

C'était l'occasion aussi pour les avocats, officiers de police judiciaire, huissiers, notaires et au procureur général qui supervisait la journée de répondre aux questions des justiciables. C'est dans cette optique que le procureur général a évoqué le projet de placer des tribunaux de

première instance dans le Nord et le Sud de Ngazidja afin d'épargner aux habitants des régions éloignées de la capitale de colporter leurs conflits jusqu'à Moroni. Afin d'éclairer la population sur le fonctionnement de la chaîne judiciaire et de rapprocher la justice des justiciables, le procureur général a dit que « le ministre de la justice envisage des initiatives pour réconcilier la population et la justice ».

Ainsi quelques étudiants en

droit ont pu prendre part à l'événement. Yahya Touma étudiante en droit deuxième année a parlé d'une initiative leur permettant d'accroître leurs connaissances dans le domaine. Elle a regretté toutefois un manque de communication qui aurait pu permettre à ses camarades et de mieux se préparer.

Kamal Gamal

BRÈVES**Six marins dont un étranger en état d'arrestation**

Selon une source digne de foi, six personnes sont en état d'arrestation à la gendarmerie nationale de Moroni depuis le soir du lundi 21 juin. Leur bateau aurait tombé en panne sèche au large de Domo ya Mboini, à quelques encablures de Hahaya, localité aéroportuaire de la Grande-comore. Selon une source villageoise, les six personnes étaient venues sur la terre ferme accompagnés de pêcheurs de la région pour rechercher du carburant.

A leur retour, leur bateau n'était plus là. Ils auraient donc décidé d'aller chercher dans un établissement hôtelier à Moroni jusqu'au lendemain quand la gendarmerie, visiblement alertée, les a arrêtés à Hahaya. Il y aurait un étranger parmi eux. La « disparition » de ce bateau est un des éléments qui intriguent encore les autorités...

Zaidou, six jours déjà qu'il croupit à la gendarmerie

Zaidou est détenu à l'escadron de gendarmerie de Mde depuis vendredi 18 juin. Son péché : avoir dit non aux diktats de son village de Nioumadzaha Bambao qui a instauré, avec la bénédiction de la gendarmerie nationale, des mesures restrictives des libertés individuelles. Parmi elles, un homme du village ne doit pas marcher côte à côte, dans la rue, avec sa petite amie (qu'elle soit du village ou d'ailleurs). Après la grande prière de vendredi 17 juin, Zaidou a appelé les jeunes comme lui à se réunir au terrain de foot pour discuter de ce sujet.

Son appel, et surtout le lieu à partir duquel il l'a lancé, sont perçus comme « un défi » vis-à-vis des dignitaires du village. Un comité local l'a arrêté dans la foulée et conduit à la brigade de gendarmerie de Mde. En janvier dernier, ce même village situé à 10 kilomètres au sud de Moroni a banni Mme Amina Mmadi pour une période de 3 ans pour avoir annoncé publiquement sa positivité à la Covid-19.

Rassemblées par Andjouza Abouheir



POLITIQUE :

Le PNDC plaide pour une baisse des taxes douanières

Sans surprise, le parti national pour le développement des Comores est revenu sur l'actualité du pays. Il condamne les actes de viols faits aux enfants et la cherté de la vie.

Devant la presse lundi 21 juin, Mmadi Ali, ancien ministre de la justice de l'ancien Rais Ahmed Abdallah Mohamed Sambi monte au créneau et condamne avec fermeté les actes d'agressions sexuelles qui gangrènent le pays. Il déplore l'attitude du gouvernement consistant à vouloir contrôler tous les domaines. Ce chef du Parti national pour le développement des Comores (Pndc) a expliqué que son parti politique adhère à l'appel du gouvernement et des religieux à s'unir pour lutter contre ces actes de violences. « Cela fait des mois que les actes d'agressions sexuelles gagnent du terrain dans le pays. Il est

temps que ceci prenne fin. Donc nous avons entendu l'appel et nous sommes prêts à user de toutes nos forces pour trouver une solution rapidement à ce fléau », précise M'madi Ali.

Ce dernier dit avoir pris du temps pour observer la cherté de la vie dans le pays. Et selon lui tout s'explique par la hausse des taxes douanières et des impôts. « La vie est devenu trop chère et compliquée pour les comoriens. La source de la hausse des prix des denrées alimentaires est la douane. Nous demandons donc une baisse des taxes douanières », dit-il tout en saluant les efforts du gouvernement pour la mise en place d'un système de paiement des agents de l'Etat chaque 25 du mois.

Sans surprise, ce politicien proche de l'opposition, tout comme le Front Commun des forces vives fait savoir que le mandant d'Azali Assoumani a pris fin depuis le 26



mai dernier. Pour lui, le pays est dans « un climat d'instabilité ». Et lui de rappeler que « lors de sa campagne pour la conquête du pouvoir en

2016, Azali avait des rêves en dollars malheureusement son bilan n'a pas répondu aux attentes des comoriens car peu de projets sont réalisés

durant le mandat de cinq ans se son régime », lance-t-il, déplore-t-il

Andjouza Abouheir

POLITIQUE

Moustadroine a rencontré "la souche CRC" de Mirontsy

Dans la cité où la politique d'Azali n'est pas bien ancrée, le président de l'assemblée nationale Moustadroine Abdou tente de rameuter la troupe des sympathisants du régime à Mirontsy. Une initiative de Bourhane Nidhoim alias Moriba, directeur de l'école nationale de pêche et de Rakib Abdallah un ancien conseiller de l'île.

Près de 300 personnes réunis dans un domicile privé, la rencontre est animée à tour de rôle par des principaux tenants du pouvoir à Mirontsy. « Le Président Azali ne pactise jamais avec les divisions. C'est inutile et inadmissible. Si quelqu'un est invité pour manger chez le voisin, ce der-



nier ne doit pas mépriser les autres, n'en parlons plus des enfants de là où on trouve à manger », lance

Moustadroine Abdou avant de souligner que « le Président de la République ne recherche qu'à ren-

force l'unité et le développement du pays. Donc, ces petites mesquinerie n'ont plus de place dans l'émergence ».

Selon Moriba, l'objectif primordial de cette réunion est de rendre les la situation plus claire pour l'unité et la solidarité et resserrer les rangs au lieu de les disperser. Sans tarder il a pu esquiver la question selon laquelle Moustadroine est là pour les rencontrer et panser la déchirure des forces du régime puisque rien ne marche politiquement à Mirontsy. Avec un langage direct, il lâche : « on n'a pas besoin de calcul mental qui fausse toujours, j'ai dit l'unité et l'entraide ».

Pour Rakib Abdallah, il flingue le gouvernement par des ironies et plaide pour des réalisations concrètes

au bénéfice de cette jeunesse désœuvrée dont une majorité (sans emploi), est facilement manipulable. « À Mirontsy, sous ce régime, on nous a planté un dattier. Un arbre très dangereux en dehors d'un désert. Un arbre dont seuls les fruits sont bénéfiques, un arbre dont les feuilles piquent, et les racines un poison, difficile de le grimper si on n'est pas en possession d'un escalier de Comores Télécom ou Sonelec », dit-il. Et lui d'ajouter : « Mirontsy a besoin des bananiers, cocotiers, orangers et non un arbre spécifiquement et naturellement créé pour le désert, ici tous les arbres fruitiers poussent ».

Nabil Jaffar

OUVERTURE D UN SIÈGE DE L ASSOCIATION

L'Ong Wuzuri Wadini ouvre un siège à Moroni



Après avoir installé une antenne à Ngazidja, l'association humanitaire Wuzuri Wadini vient d'inaugurer son siège à Moroni. La cérémonie inaugurale a eu lieu au nord de Moroni la semaine dernière.

L'association Wuzuri Wadini d'Oustadh Moussa Adam vient d'ouvrir un siège permanent dans Moroni. Lors de la cérémonie inaugurale qui a eu lieu hier mercredi dans l'après-midi, le maire de Moroni encourage l'association à multiplier les actions humanitaires. « Grâce aux efforts et multiples actions de cette association, Moroni peut se développer dans le domaine de l'éducation

mais aussi mais aussi combattre les mauvaises actions », avance Hassane Mohamed Halidi, le maire de la capitale.

Pour Said Abdallah Rifki, les actions de l'association sont transparentes et ne souffrent d'aucune ambiguïté. C'est pourquoi, le gouvernement reconnaît les activités de cette association. « Cette association a des bureaux dans toutes les îles même à Mayotte », précise-t-il. D'après lui, suite à l'apparition de la Covid-19, l'association a beaucoup contribué dans le pays. Tout cela pour justifier que l'association est utile. En s'adressant à la diaspora, il les remercie pour la confiance qu'elle accorde au président de cette association pour lui

confier leur agent en faveur des nécessiteux. « Je vous félicite que votre argent ne soit pas perdu », dit-il.

Au nom d'Oustadh Moussa Adam, le coordinateur de l'association Said Moilim avance que l'ouverture de ce siège va ouvrir beaucoup de perspectives. Cela va permettre aux responsables de l'association de recevoir toutes les doléances des nécessiteux. « L'objectif de cette association est de veiller à la bonne éducation. C'est ainsi que nous appelons tout le monde à venir nous rejoindre afin de concrétiser cet objectif », appelle-t-il.

Ibnou M. Abdou

FOOTBALL / COUPE COSAFA :

Covid-19 disparaît, Coupe Cosafa réapparaît, l'archipel combattra

L'édition 2021 de la Cosafa Cup aura lieu en Afrique du sud, du 07 au 18 juillet 2021. A titre exceptionnel, elle regroupera 12 prétendants au trophée. La surprise, le Sénégal, l'un des mastodontes du football du continent y prend part en qualité d'invité de marque. Dans l'Océan indien, seuls les Comores et Madagascar partagent la fête de la renaissance du Council of Southern Afrique Football Associations (Cosafa). Les Cœlacanthes affrontent les Palestiniens en match de barrage pour intégrer

la poule (C)...

Le déclin de la crise sanitaire, origine de la renaissance de la Cosafa Cup, ou Coupe du Conseil des Associations de Football en Afrique Australe, relance le football de l'Afrique, notamment de la zone australe et redynamise les échanges d'expériences. La coupe Cosafa est accueillie avec une immense liesse dans la zone australe de l'Afrique. Le pays de Nelson Mandela, plus précisément à Port Elizabeth, aujourd'hui baptisé Gqeberha, organise cette 20e édition pour une durée

d'environ 13 jours.

A titre exceptionnel, elle regroupera 12 prétendants au titre. La surprise de l'édition 2021, l'un des mastodontes du football africain, le Sénégal, y prend part en qualité d'invité. Cet adversaire de taille, détenteur en titre de la Coupe de l'Union des Fédérations de Football d'Ouest Afrique (Ufoa, 2021), vice-champion de la Coupe d'Afrique des Nations et 2e nation africaine à avoir battu en championnat du monde un rival européen, la France, en Corée du nord en 2002, après l'Algérie devant

l'Allemagne en 1982 en Espagne, est impatientement attendu dans la zone.

Mais, il aura du pain sur la planche. Logé dans la poule C, les protégés d'Aliou Cissé affronteront le Zimbabwe, détenteur du record d'exploits du tournoi, cinq fois couronné au sommet du podium. Dans l'Océan indien, seuls Comores et Madagascar partagent cette renaissance qui suscite l'euphorie. Si l'Archipel aux îles de la Lune parvient à triompher au détriment de la Palestine, il sera logé dans poule C où attendent de pied ferme

l'Arabie Saoudite, le Maroc et le vainqueur (Jordanie # Soudan du Sud).

Une poule difficile si on en juge par la multiplication des participations à cette compétition, organisée par l'Union des Associations du Football Arabe (Uafa). Younes Zerduok, vivra à cette occasion son baptême du feu au titre du patron du staff technique des Cœlacanthes, en l'absence du sélectionneur Amir Abdou, empêché à Mauritanie.

Gondet BM

HABARI ZA UDUNGA

Raisonnement à l'envers

Il est reconnu par les spécialistes des sciences humaines que chaque communauté est porteuse d'exigences spécifiques qui dépendent de leurs systèmes sociaux et de leurs représentations culturelles. Aussi, on peut s'interroger à l'infini sur ce thème, concernant les îles de la lune.

haut et fort notre volonté de nous assumer mais par la pratique nous nous embourbons dans les eaux marécageuses d'une pensée qui n'arrive pas à mûrir.

Tout cela, doit nous amener à revoir la problématique qui est la nôtre, à savoir la paupérisation grandissante dans le pays avec des formes de gouvernance qui semblent constituer des entraves et lesquelles, personne n'ose ou ne souhaite s'en débarrasser. Bien sûr, vu sous cet angle c'est plus facile à dire quand on ne connaît pas les pesanteurs des îles de la lune.

C'est ainsi qu'entre des acteurs de plus en plus nombreux, aux intérêts différents, voire antagoniques, amènent ceux qui sont au pouvoir à ne

pas savoir quelle manette il faut tirer. Tout ceci, soulève encore d'autres questions et dans la majorité des cas les uns et les autres se mettent à tergiverser et l'opinion croit y déceler, à juste titre, un immobilisme.

Nous savons que beaucoup de mesures de l'action publique se concentrent sur le management de la fonction publique et des sociétés d'état et parapubliques. L'Etat se réduit dans la plupart des cas, à des messieurs et des dames, qui gravitent dans les cercles concentriques du pouvoir et qui essaient de jouer les entremetteurs. L'absence de vision à moyen et long terme, pousse ainsi les responsables politiques à des alliances contre nature, croyant, à tort, qu'ils tra-

ment de sillons pour le développement.

J'ai l'habitude de rappeler dans ces colonnes, cette histoire d'un vieux de notre quartier, qui, à chaque fois que nous abordions les mille et un problèmes des îles de la lune, nous rétorquait par ces mots : Comment voulez-vous résoudre un problème avec des gens qui marchent « tête en bas ? ».

Cette approche avait le mérit-

te de mettre les choses à l'endroit, si l'on peut se permettre cette expression. En effet, quelque soit le jugement que l'on peut avoir, on se doit à la lumière de ce que nous vivons depuis plus quatre décennies, se dire s'il n'avait pas raison avec son raisonnement à l'envers.

Mmagaza

On peut se demander si ces exigences spécifiques reflètent quelque chose de concret dans la mesure où nous semblons être portés par les aléas de la vie que par une volonté affichée d'essayer de maîtriser une part de notre destinée. Dans certains cénacles internationaux nous clamons



AVIS D'APPEL D'OFFRES



Consultant (e) national (e) pour la mise en place de l'initiative YouthConnekt en Union des Comores

Le bureau du PNUD Comores cherche à recruter un (e) Consultant (e) national (e) pour la mise en place de l'initiative YouthConnekt en Union des Comores .

Les candidats spécialisés dans ce domaine et intéressés par cet appel d'offres sont priés de bien vouloir télécharger les documents à partir du site du PNUD suivant :

https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?job_id=99817

Date limite de soumission des offres : mardi 29-Juin-2021

La Gazette des Comores
BP 2216 Morani - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Morani le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (P171361)

AMI/ Réf. n° 2021-012-PRES.SOCIAL -UGP- PRPKR
Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

“ SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET DE FACILITATION SOCIALE POUR LE PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENC ”

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour recruter un cabinet qui aura la charge d'appuyer les activités d'ingénierie sociale y compris la facilitation sociale dans la mise en œuvre de la Composante 1.1 Relèvement et résilience dans le secteur du logement/habitat.

2. Objectif de la mission :

L'objectif général de la mission, sous la supervision du Coordonnateur du PRPKR et en collaboration avec les Experts de l'UGP, est d'assurer une mission de facilitation sociale pour les activités de la Composante 1.1, Aide à la reconstruction des logements, auprès des communautés/populations en vue de leur engagement au bon déroulement des travaux ainsi que la fonctionnalité et la durabilité des investissements réalisés.

3. Missions principales :

Sous l'autorité du Coordonnateur du PRPKR et en collaboration avec les experts de l'UGP le cabinet de facilitation sociale a pour principales missions de :

- Accompagner les populations et communautés bénéficiaires pour une bonne appropriation et leur engagement dans la mise en œuvre du projet.
- Permettre une participation effective des communautés et des parties prenantes, dans leurs diversités, dans toutes les étapes de mise en œuvre du projet ;
- Sensibiliser, informer et communiquer sur les activités du projet auprès des populations et des communautés durant toute la phase de conception et de mise en œuvre du projet ;
- Faciliter l'identification et la mise en œuvre par les populations/communautés et les autres parties prenantes des logements et infrastructures communautaires à construire/réhabiliter ;
- Appuyer la mobilisation des Comités Habitats Résilients (CHR) et des Antennes Habitats Villageois (AHV) dans les zones d'intervention ;
- Encadrer et Accompagner les communautés bénéficiaires et les municipalités à identifier et mettre en œuvre des stratégies/dispositif viable et de gestion durable des infrastructures (comités de gestion, plan d'entretiens et formations, mécanisme de financement durable etc.) ;
- Conduire le processus de facilitation sociale, d'accompagnement, de négociation, de relais du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)
- Appuyer la mise en œuvre du Plan de Réinstallation (PAR) du projet ;
 - Appuyer et veiller à la mise en œuvre du plan d'actions et de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) dans tous les aspects de la mission de facilitation sociale.

4. Profil du consultant

Le Prestataire doit avoir des capacités confirmées en communication sociale, et un engagement régulier dans les activités communautaires et dans les domaines ciblés par le projet. Il doit donc être familier avec la mise en œuvre de projets et activités relatifs à la lutte contre la pauvreté, le plaidoyer, le développement à la base, l'égalité de Genre et Autonomisation des Femmes, le renforcement des capacités, la gouvernance, etc. Il doit avoir une bonne connaissance des zones d'intervention du projet, disposer d'une équipe d'experts multidisciplinaires en tenant compte de l'aspect genre (des profils féminins seront un atout), capables de travailler sous pression et dans un environnement relativement précaire. Ces experts doivent également être capables de rédiger des rapports analytiques et concis. Ils doivent bien maîtriser la langue comorienne et le français.

Les prestataires intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour la mission (documentation, référence de prestations similaires, expériences, etc.).

Le Facilitateur social doit mettre à disposition un personnel clé comprenant au moins :

- **Un Chef de Mission / Spécialiste en ingénierie sociale** titulaire d'au moins un Master 2 (ou bac+5) en sciences sociales (sociologie, géographie humaine, andragogie, développement communautaire, développement local, communication sociale, ...) disposant d'au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'ingénierie sociale, participatives et justifiant de compétences dans l'identification, la formulation et le suivi de projets de développement, la communication sociale et les techniques de communication. Une bonne connaissance de la zone d'intervention est requise. Il sera chargé de la planification des activités ainsi que du suivi de leur mise en œuvre et de la coordination des activités de l'équipe. Il doit avoir une

bonne maîtrise de la langue comorienne et du français, et une bonne connaissance des logiciels standards Word, Excel, et Power Point.

- **Un expert socio-économiste titulaire** d'au moins un Master 2 (ou bac+5) en sciences économiques (finances, gestion d'entreprises,) ou en socio économie disposant d'au moins 06 ans d'expérience dans le domaine et justifiant de compétences dans l'accompagnement d'acteurs (privés et/ou communautaires) dans le développement d'activités socio-économiques. Son expérience pour des missions similaires dans la zone d'intervention sera un atout. Il sera chargé d'évaluer les aspects socio-économiques des sous-projets communautaires et d'appuyer les Comités Habitats Résilients, les Antennes Villageoises et les associations locales de lutte contre les VBG (Violence Basée sur le Genre) dans la gestion de leurs sous-projets mais également dans le processus de gestion de plaintes. Il doit avoir une bonne maîtrise de la langue comorienne et du français, et une bonne connaissance des logiciels standards Word, Excel, et Power Point.

- **Trois (03) Spécialistes en Animation et Médiation sociale** titulaires d'au moins d'une Licence (ou bac + 3) en sciences sociales (éducation et animation du développement, médiation sociale, prévention et gestion de conflits, ...) justifiant d'au moins 03 ans d'expérience dans les domaines de l'animation de programmes de développement local et de communication sociale. Ils devront disposer d'une expérience avérée en communication, animation, médiation sociale, approche et planification participative, prévention et de gestion des conflits (au moins 03 missions). Une bonne connaissance de la zone d'intervention est requise. Ils doivent avoir une bonne maîtrise de la langue comorienne et du français. Ils seront chargés de la supervision des facilitateurs communautaires. Les spécialistes en Animation et Médiation sociale devront être basés sur les 3 îles des Comores.

- **VINGT (20) facilitateurs communautaires (Facom)** titulaires ou moins d'un diplôme d'étude universitaire (bac +2) en sciences sociales (économie, éducation et animation du développement, médiation sociale, prévention et gestion de conflits, ...) justifiant d'au moins 02 ans d'expérience dans les domaines de l'animation de programmes de développement local et de communication sociale. Ils devront disposer d'une expérience avérée en communication, animation, médiation sociale, approche et planification participative, prévention et de gestion des conflits (au moins 02 missions). Une bonne connaissance de la zone d'intervention est requise. Ils doivent avoir une bonne maîtrise de la langue comorienne et du français. Chaque Facilitateur communautaire couvrira environ une zone déterminée. Les Facom seront chargés de la mise en œuvre des activités de sensibilisation des populations ainsi que de la collecte de données. Au niveau des bénéficiaires du projet, ils seront aussi chargés de l'accompagnement des communautés dans tout le processus d'identification, de montage et de mise en œuvre des sous-projets.

6. Informations additionnelles

Les Cabinets intéressés peuvent retirer ou demander les TDR et obtenir des informations supplémentaires à l'adresse suivant : Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire sur la route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores ou bien par courriel à l'adresse suivant : cor.ugp.prpkr@gmail.com avec copie aux e-mails ci-dessous : rpm.ugp.prpkr@gmail.com et rpse.ugp.prpkr@gmail.com et aux jours et heures suivantes : du **lundi au vendredi de 8h-16h00**.

• Soumission des dossiers de manifestation d'intérêt

Les dossiers de manifestation d'intérêt rédigés en langue française devront être adressés à **Monsieur le Coordonnateur** du Projet PRPKR et déposés ou envoyés par courrier électronique à l'Unité de Gestion du Projet avant 14 heures 00 locale à la date du **08 juillet 2021** par voie d'une des deux options indiquées ci-dessus.

Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- Une note méthodologique ;
- Curriculum Vitae ;
- Référence de prestations similaires, expériences, etc.

Les Cabinets et prestataires intéressés sont conviés à la réunion d'information prévue le mardi 29 JUIN à 10h à l'UGP.